Camera dei deputati

ASSEMBLÉE NATIONALE

Deutscher Bundestag

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

“PLUS D’INTÉGRATION EUROPÉENNE: LE CHEMIN À PARCOURIR”

Déclaration

Nous, les Présidents de la Camera dei deputati italienne, de l'Assemblée nationale française, du Bundestag allemand et de la Chambre des députés du Luxembourg, qui exerce à présent la présidence du Conseil de l'UE et la présidence de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE, **sommes convaincus qu'il faut donner un nouvel élan à l'intégration européenne**.

En tant que Présidents d'assemblées parlementaires nationales, dont les membres représentent la volonté populaire exprimée à travers des élections démocratiques, nous nous engageons à contribuer à ce processus et à valoriser le rôle incontournable des Parlements.

Nous croyons que plus d'Europe, et non moins d'Europe, est nécessaire pour relever les défis qui nous attendent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

L'Union européenne et son évolution ont sans aucun doute été une histoire à succès. Ses objectifs initiaux en tant que projet de paix et de prospérité étendue à toute l'Europe ne sont pas moins actuels aujourd'hui qu'ils ne l'étaient lorsque le Traité de Rome a été signé en 1957. En outre l'Union, un espace économique d'une importance mondiale, au sein duquel la démocratie, les libertés fondamentales, les droits et la sécurité sont garantis, a exercé, et continue d'exercer, une grande influence politique au niveau international.

Cependant, l'Union européenne est aujourd'hui confrontée à des défis extraordinaires : la crise impliquant des migrants et des réfugiés la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale, la menace d'un changement climatique irréversible, une croissance insuffisante et des taux élevés de chômage, des inégalités grandissantes avec pauvreté et privations matérielles dans plusieurs États membres, la crise économique et financière, la criminalité et le terrorisme internationaux, ainsi qu'une incapacité perçue à répondre aux soucis et aux besoins des citoyens. Cette dernière contribue à la désaffection croissante des électeurs, à l'intolérance envers les migrants et d'autres minorités et au ressentiment à l'égard des institutions nationales et européennes, tous facteurs qui minent la cohésion sociale.

En dépit des réformes d'envergure mises en œuvre au cours des cinq dernières années, ces problèmes ont fait apparaître certains aspects critiques dans la construction et le fonctionnement de l'Union économique et monétaire, tout comme la nécessité d'aller de l'avant vers l'intégration politique européenne. Il faudra du courage et du pragmatisme pour avancer vers un partage de souveraineté au niveau européen.

Aucun pays européen ne peut défendre efficacement ses intérêts dans un monde globalisé, ni relever les défis au sein de l'Europe et ailleurs dans le monde, en agissant seul. Notre but commun est une Union européenne plus forte et plus intégrée, ainsi qu'il est affirmé dans le Traité sur l'Union européenne.

Nos citoyens ont besoin d'une Europe plus forte, d'un projet fondé sur le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine et sur les principes de l'état de droit, de l'économie sociale de marché, de la cohésion économique et sociale, de la solidarité entre les États membres et de la croissance durable. Notre priorité pour l'avenir immédiat doit être de répondre aux exigences de nos citoyens, en mettant en œuvre

des politiques efficaces aux niveaux national et de l'UE afin de stimuler la croissance, la compétitivité et l'emploi, particulièrement l'emploi des jeunes, tout en luttant contre l'exclusion sociale et la discrimination et en promouvant la justice et la protection sociales.

Nos partenaires souhaitent une Europe plus forte pour faire face à la grande instabilité qui entoure notre continent – notre voisinage étant en plein bouleversement, au sud comme à l'est. Il est clair que quand l'Europe agit, comme lorsqu'elle a servi d'intermédiaire pour l'accord historique avec l'Iran, elle peut jouer un rôle majeur. Dans un monde globalisé, l'Europe peut être un acteur clé si elle parle avec une seule voix et agit de manière unie.

Nous croyons qu'une plus grande intégration politique est nécessaire

Une plus grande intégration politique – en ligne avec le principe de subsidiarité - est nécessaire pour surmonter les faiblesses qui existent au cœur même de l'Union européenne et de l'Union économique et monétaire, et doter l'Europe de la vision dont elle a besoin pour éviter de buter sur une urgence après l'autre. Ces faiblesses ont été mises en lumière par la gestion de la crise économique et financière – y compris dans le cas de la Grèce – et par le risque réel de produire, malgré la reprise, une « génération perdue » dans certains États membres.

Le moment que nous vivons offre l'occasion d'avancer sur le chemin de l'intégration politique européenne, qui pourrait amener à une union fédérale d'États.

En outre, une plus grande intégration permettra à notre continent d'aborder avec succès des problèmes globaux tels que les déplacements forcés et les flux migratoires croissants, le changement climatique, la montée des conflits et du terrorisme, l'instabilité sur les marchés monétaires et financiers, la concurrence de la part des économies émergentes et la nécessité de diversifier et de coordonner les sources énergétiques.

Il ne faudrait pas que le processus d'intégration en cours soit limité au domaine de la politique économique et financière, au marché intérieur et à la politique agricole. Au contraire, il devrait inclure toute matière ayant trait à l'idéal européen, la dimension sociale et culturelle tout comme la politique étrangère, de sécurité et de défense.

Pour mieux répondre aux soucis des citoyens, les représentants des peuples dans les Parlements nationaux doivent aussi expliquer plus clairement à leurs concitoyens comment les institutions européennes fonctionnent, et illustrer quelles sont les perspectives de l'Union à moyen et long terme.

Nous croyons qu'il faut renforcer l'Union économique et monétaire (UEM) et sa dimension sociale

Nous croyons que nous devons compléter l'UEM en créant une véritable union financière et fiscale, mais que nous devons également renforcer les institutions qui la supervisent et œuvrer pour assurer une responsabilité et une légitimité démocratique authentiques, instaurant ainsi la stabilité et la prospérité auxquelles aspirent les citoyens de la zone euro. Il faut plus d'ambition pour réaliser une UEM véritable et pleinement opérationnelle, y compris en renforçant davantage et en intégrant la dimension sociale

à tous les niveaux du cadre de gouvernance de l'UEM.

Par conséquent, nous saluons – en tant que base pour le débat à venir – l'initiative commune des Présidents de la Commission européenne, du Conseil européen, du Parlement européen, de l'Eurogroupe et de la Banque centrale européenne ayant pour objet la réforme de l'UEM.

Dans ce contexte, il faudrait poursuivre le transfert de plus de pouvoirs aux institutions de l'UE. Pour atteindre cet objectif, un rôle élargi des Parlements nationaux dans la prise de décision de l'UE s'avère nécessaire.

Nous croyons qu'une plus grande adhésion à la vision des pères fondateurs est nécessaire

Tel qu'envisagé par les pères fondateurs de l'Union européenne, il est essentiel que les pays des Présidents signataires de la présente Déclaration, conjointement avec toutes les forces motrices du processus d'intégration européenne, demeurent conscients de leur responsabilité historique spéciale.

Nos pays, qui ont les mêmes obligations et les mêmes droits que tous les autres pays membres de l'UE, sont tenus, de par leur expérience de plusieurs décennies dans la construction du projet européen, à injecter un nouvel élan dans le processus d'intégration.

Puisque tous les Parlements nationaux des États membres de l'UE ont une contribution à apporter et jouent en effet un rôle de premier plan, nous pensons que d'autres événements subséquents pourraient être organisés pour présenter cette Déclaration commune et lancer un débat autour de propositions concrètes visant à renforcer l'Union, à partir de la prochaine Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne qui aura lieu à Luxembourg en mai 2016. La présente Déclaration est ouverte à la signature de la part des Présidents de toutes les assemblées parlementaires des États membres de l'UE, et sera transmise aux institutions de l'Union européenne.

Laura Boldrini

Presidente della Camera dei deputati

Claude Bartolone

Président de l'Assemblée nationale

Norbert Lammert

Präsident des Deutschen Bundestages

Mars Di Bartolomeo

Président vun der Chambre des Députés

Rome, le 14 septembre 2015